

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023_404

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 07 novembre de l'entreprise TOUTENVERT, 25 Z. I. La Gloriette, 38160 CHATTE, représentée par Monsieur FARAVELLON Mathieu, concernant des travaux de sondage sur le Chemin de Joug, dans le cadre du projet d'aménagement d'une voie verte entre le rond-point de Daumont et Saint-Vérand,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la route,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

CONSIDERANT que pour permettre de réaliser des travaux sur le Chemin de Joug, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 - Autorisation : Entre le 15 et le 24 novembre 2023, le bénéficiaire est autorisé à effectuer des travaux d'une durée d'un (1) jour Chemin de Joug comme énoncé dans la demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 - Restriction de circulation et de stationnement : La circulation et le stationnement seront temporairement réglementés Chemin de Joug, dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable pour une durée d'un (1) jour, entre le 15 et le 24 novembre 2023.

- Le stationnement et la circulation seront interdits pour tous les véhicules autres que ceux du chantier.
- L'accès aux propriétés riveraines **et aux services de secours** se fera par **le chemin de terre depuis la RD 518**.

Article 3 - Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du chantier. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 4 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 5 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 7 novembre 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Responsable des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

